

- [Débats](#)
- [Jeux olympiques de Paris 2024](#)

# Guy Burgel, géographe : « Il est à craindre que les Jeux olympiques de Paris 2024 creusent un déficit démocratique »

## Tribune

*Le Monde* 13 01 2024

[Guy Burgel](#)

[Professeur de géographie urbaine à l'université Paris-Nanterre](#)

Dans une tribune au « Monde », l'universitaire rappelle que les Jeux d'Athènes de 2004 avaient aggravé les carences politiques de l'Etat grec, un scénario qui risque de se reproduire en France, alors que Paris s'apprête à accueillir la prochaine olympiade.

A six mois des Jeux olympiques de Paris 2024, les débats et les interrogations se multiplient sur la tenue de cet événement mondial. Plusieurs sujets suscitent l'inquiétude : achèvement des installations, impréparation et coût des transports, conséquences sur le prix du logement, organisation et sécurité de la cérémonie d'ouverture sur la Seine, et, par-dessus tout, le risque d'une dérive incontrôlable du budget d'investissement.

Comme toujours, en pareil cas, les précédents européens sont invoqués : Barcelone 1992, Athènes 2004, Londres 2012. Le plus souvent, c'est pour en célébrer la réussite matérielle et urbaine (Barcelone), l'attente optimiste d'une conversion des installations olympiques (Londres) ou, au contraire, déplorer leur état d'abandon et de déshérence (Athènes).

On ajoute en général à ces considérations un volet financier sur le coût final de l'investissement. Dans le cas de la capitale grecque, il aurait aggravé la crise de confiance dans le budget de l'Etat hellénique, qui se profilait, dès le début des années 2000, avant d'éclater en 2008-2010. On néglige dans ces analyses le volet purement politique, certainement beaucoup plus éclairant, hier à Athènes comme demain à Paris.

Il faut rappeler d'abord qu'en matière d'urbanisme athénien, on ne peut pas mettre en balance l'état actuel, désolant, des installations olympiques, notamment du stade de Calatrava, et la transformation radicale des conditions d'habitat et de transport dans la capitale grecque.

## **Une carence criante d'infrastructures**

Après guerre, Athènes croît pendant un demi-siècle de façon anarchique, faisant presque doubler la population de la ville, de 1,8 million d'habitants à 3 millions. Elle souffre d'un manque criant d'investissements publics. Dans les quartiers centraux, des maisons basses laissent place à des immeubles urbains, grâce à des élévations opportunes du coefficient d'occupation du sol, sans changement de la trame des rues.

Dans les périphéries, on assiste à une prolifération de l'habitat spontané, bientôt légalisé au fil des promesses électorales. Il y a en outre une carence criante d'infrastructures et d'équipements publics, au premier rang, des transports, avec une flotte de bus brinquebalants et polluants. L'aéroport international est situé en pleine ville, au bord de la mer, source de nuisances sonores importantes en zone résidentielle et touristique.

Bref, la fabrication privée d'une très grande ville, faite d'un mélange de solidarités familiales et de clientélismes politiques sur fond historique d'absence d'un véritable Etat depuis la refondation de la Grèce en 1830. Le système est à bout de souffle.

L'attribution des Jeux olympiques à Athènes en 1996 met brutalement au défi, devant les yeux du monde, une petite nation de 10 millions d'habitants, mais qui était la patrie des jeux antiques à Olympie, et [la terre d'accueil de leur renouveau cent ans auparavant](#), sous l'égide du baron [Pierre de Coubertin](#) (1863-1937). Et le défi fut relevé.

## **Métro, train régional, tram, rocade**

On sortit des cartons un vieux projet de transfert de l'aéroport dans la Mésogée, au-delà de la barrière de l'Hymette. Et il fut inauguré avant même l'ouverture des Jeux. Athènes manquait d'un véritable système de transport collectif et d'une irrigation routière, à la mesure d'une aire urbaine très étendue, de la mer à la montagne, qui donne à cette métropole méditerranéenne des allures de Los Angeles.

En moins d'une décennie, ce fut fait. Deux lignes de métro furent construites, qui, sans desservir toute l'agglomération, en modifient l'économie, et même le paysage touristique – certaines stations sont de véritables musées présentant les découvertes archéologiques faites à l'occasion des travaux. Le lancement d'un train régional rapide a permis de lier le nouvel aéroport, à l'Est, et Corinthe, à l'Ouest. Un tram aux lignes futuristes relie désormais les contreforts de l'Acropole, les plages et Le Pirée. Une rocade autoroutière a été mise en service pour contourner Athènes par le nord au prix de nombreux ouvrages d'art spectaculaires (viaducs, tunnels), et surtout rejoindre l'autoroute Nord-Sud de Thessalonique.

Le résultat est spectaculaire sur les équilibres urbains. La circulation est améliorée de façon sensible, et la pollution atmosphérique a été réduite. L'agglomération a profité d'une dynamisation des périphéries plus aérées vers la montagne ou vers la mer, au détriment du centre. Les bannières vantant « In the True Spirit of the Games », qui flottent encore souvent sur les grandes avenues de la capitale grecque, ne relèvent donc pas seulement d'un slogan

publicitaire. L'animateur de télévision Nikos Aliagas faisant mine d'ouvrir les Jeux avec une gigantesque clef à molette pour montrer leur impréparation fit un gag à succès, mais loin de la réalité. En termes matériels, le bilan était, et reste encore largement positif.

Le déficit est ailleurs, dans le retard dans la prise de conscience de la nécessité de construire enfin par les voies démocratiques un Etat moderne. L'urgence faisant loi, la préparation des Jeux et de leurs équipements urbains fut l'occasion d'une curieuse élaboration d'une gouvernance de fait, unissant autorités publiques et investisseurs privés, surtout dans les grandes sociétés de construction, avec la corruption, les manquements au droit, et parfois aux normes de sécurité que l'on devine.

## Défiance accrue

La conséquence directe en fut la défiance accrue envers les forces politiques classiques du pays, de gauche (Pasok), comme de droite (Nouvelle Démocratie), avec les dynasties familiales qui les incarnaient (Papandréou, Karamanlis), et l'arrivée au pouvoir de la gauche radicale, Syriza, et de son chef charismatique, Alexis Tsipras.

Malgré des sursauts flamboyants, ses gouvernements successifs de 2012 à 2019 n'ont pas mis fin aux carences catastrophiques de l'Etat, dont la Nouvelle Démocratie et le premier ministre, Kyriakos Mitsotakis, ont hérité. Deux décennies après les Jeux, la Grèce continue de payer, moins l'endettement que son déficit de chose publique.

Il est à craindre qu'il n'en soit ainsi pour les Jeux olympiques de Paris. Si, à Barcelone, le succès a été bâti sur la collaboration entre la municipalité, la communauté de Catalogne et l'Etat espagnol, dans la capitale française, l'organisation de la manifestation, comme ses retombées financières, sont l'objet d'âpres rivalités entre la Ville de Paris, la région Ile-de-France et l'Etat central. Une manière de démontrer, une fois de plus, que la question du Grand Paris n'est pas réglée, ni sans son territoire ni dans ses compétences.

C'est plus grave que l'obsolescence programmée de quelques équipements olympiques, ou même un « héritage immatériel », dont on a du mal à dessiner les contours. Le véritable enjeu de l'olympiade est politique, avant d'être sportif ou financier.

**Guy Burgel** est notamment l'auteur de l'ouvrage « [Le Miracle athénien au XX<sup>e</sup> siècle](#) » (CNRS Editions, 2002).

[Guy Burgel\(Professeur de géographie urbaine à l'université Paris-Nanterre\)](#)